

Autorité palestinienne en France : qui est Noha Rashmawi, qui serait en garde à vue ?

écrit par Christine Tasin | 16 octobre 2023



La scène parle d'elle-même. **Noha Rashmawi**, ex directeur de cabinet de l'ambassadeur de l'Autorité Palestinienne à Paris (ben oui, même les terroristes ont des ambassades et des

ambassadeurs, payés, forcément, avec nos sous) aurait dit à voix haute au restaurant : « *Des Youpins, ils méritent d'être exterminés* » suscitant l'indignation d'une cliente qui lui a dit ce qu'elle pensait. Bravo à elle, apparemment elle a été la seule... La scène a été filmée. D'aucuns, sur [twitter](#), affirment que la Rashmawi aurait été placée en garde à vue, prenant peut-être leurs désirs pour la réalité.

□ *INFO – [#FaitsDivers](#) : Parlant du conflit Israélo-palestinien, Noha [#Rashmawi](#), directrice de cabinet de l'ambassadeur de l'Autorité [#palestinienne](#) à Paris a déclaré*
□□: « *Des Youpins, Ils méritent d'être exterminés* », elle a été placée en garde à vue. via [@JCCoupable... pic.twitter.com/f9DErtSu4u](#)

– *FranceNews24 (@FranceNews24) [October 14, 2023](#)*

Alors qui est cette antisémite ayant pignon sur rue chez nous ? Et que fait-elle en France puisqu'elle n'aurait été directrice du cabinet de l'ambassadeur de l'AP que jusqu'en 2022 ?

On apprend que la bonne femme était aussi vice-présidente de l'Ecole supérieure du journalisme de Paris, tout un programme !

On ne sera donc pas étonnés du gauchisme et de la palestinophilie de nos journalistes !

On ne sera pas non plus étonnés en voyant le parcours de la donzelle, qui, déjà, en 2009, « de retour de Gaza » participait à des « réunions pour la Palestine » avec une brochette d'anti-Israël notoires...

L'association des travailleurs maghrébins de France et l'Union juive française pour la paix, rassemblées au sein du collectif Solidarité Argenteuil-Palestine avec différentes associations et partis de gauche, organise ce vendredi une réunion

publique. **Noha Rashmawi**, de la Délégation générale de la Palestine en France, un représentant de l'Union juive française pour la paix, **Alain Gresh**, journaliste au « Monde diplomatique », et **Alima Boumédiène-Thiery**, sénatrice (Verts) de Paris, de retour de Gaza, évoqueront la situation sur place.

<https://www.leparisien.fr/val-d-oise-95/argenteuil-95100/reunion-publique-pour-la-palestine-29-01-2009-391277.php>

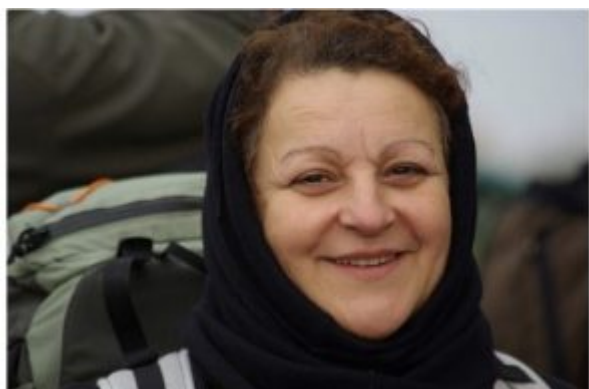
A ses côtés, déjà, une jolie clique !



L'inénarrable Alain Gresh, ancien directeur du Monde Diplomatique, palestinophile, justifiant l'antisémitisme musulman par... l'islamophobie !

<http://blog.mondediplo.net/2014-12-08-Mobilisation-europeenne-contre-l-islamophobie>

Il a dirigé en 1994 un livre *Un péril islamiste ?* qui conclut qu'il n'y en a pas. Ben voyons ! Comme Tariq Ramadan, et avec ce dernier, il conteste la notion de choc des civilisations de Huntington. Et naturellement, il fait reposer « la prétendue haine du musulman » sur le contexte international et le passé colonial de la France, exonérant ainsi l'islam et le Coran de toute responsabilité dans la haine que d'aucuns suscitent. Il ose même parler de racisme d'Etat...



La non moins inénarrable Alima Boumediene-Thiery ex-député européen chez les Verts, puis sénateur sur la liste d'Union de la gauche de Paris. La bonne femme milite depuis toujours pour une « citoyenneté européenne » qui serait accordée

à tous les résidents d'Europe quelle que soit leur

nationalité. Elle a été mise en examen pour une action de boycott des produits israéliens dans les super-marchés. Au titre d'ancien sénateur [EELV](#) elle avait demandé une inscription au barreau du Val-d'Oise qui lui avait été refusée. Elle a exercé un recours en justice contre ce refus, qu'elle a gagné... On notera que cette belle idéologue aime l'argent à un point... elle est indécente : Le 26 mai 2011 elle écrit au ministre de l'Éducation, [Luc Chatel](#), pour lui demander d'intervenir en faveur de son fils dont la demande de placement en internat dans un collège public sur Paris a été rejetée selon des « critères sociaux ». « Avis négatif de l'assistante sociale » regrette Alima Boumediene-Thiery dans son courrier où elle s'emploie à expliquer qu'une sénatrice, dans sa situation, a besoin de l'aide de l'État pour s'en sortir. « Je reverse chaque mois 1 200 euros au parti politique auquel j'appartiens, je paie également un crédit immobilier à hauteur de 1 500 euros (...) In fine, je dois vivre avec près de 2 000 euros ». Le salaire net d'un sénateur s'élève à 5 400 euros par mois et M^{me} Thiery ne mentionne pas qu'elle bénéficie de 6 240 euros de frais de mandat non imposables, hors dépenses de taxis prises en charge par le [Sénat](#)^{Z.8}. Source [wikipedia](#).

Bref des gens peu recommandables... qui fréquentent des gens qui appellent à tuer des juifs. Et ces gens-là ont de l'argent (du contribuable), des contacts, des relations, sont respectés. Ces gens-là mettent le feu au lac dès qu'un patriote s'attaque à l'islam mais acceptent sans ciller de fréquenter assidument des gens qui appellent à tuer des bébés juifs, des enfants juifs... tous les juifs.